

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 12/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCHUTZ IRA (ex. IRA SAS ex. EASYDIS)

9 rue Bénevent
Technopole
42000 ST ETIENNE

Références : UiD4243-DSSP-022-0172

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement SCHUTZ IRA (ex. IRA SAS ex. EASYDIS) implanté 9 rue Bénevent Technopole 42000 ST ETIENNE. L'inspection a été annoncée le 03/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite a été réalisée dans le cadre d'une action régionale sur le thématique incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHUTZ IRA (ex. IRA SAS ex. EASYDIS)
- 9 rue Bénevent Technopole 42000 ST ETIENNE
- Code AIOT dans GUN : 0006110020
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Sur le site, deux activités sont exercées :

- la fabrication de containers en plastique industriel,
- la collecte et le reconditionnement de containers en plastique usagé.

Ces emballages sont fabriqués à partir de composants modulaires interchangeables : une grille tubulaire métallique, une palette, une poche de polyéthylène équipée d'une vanne et d'un orifice de remplissage avec un bouchon.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- état des stocks,
- moyens de lutte contre l'incendie,
- confinement des eaux susceptibles d'être polluées sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 1.4	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/06/2020, article 5.1.5.3 et 7.2.6	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 08/06/2020, article 7.2.6 et 7.5.3.1	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 08/06/2020, article 4.3.10 et 7.4.1.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré une activité liée au traitement de déchets, le site est maintenu en bon état de propreté à l'intérieur comme à l'extérieur.

L'exploitant est en mesure de connaître à chaque instant, les produits présents sur son site.

Les contrôles périodiques sont réalisés conformément aux textes en vigueur.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté un état des stocks en temps réel, géré via un système de gestion type SAP. En effet, au fur et à mesure des demandes de l'inspection sur le fonctionnement de cet état des stocks, il a été constaté une évolution des données en temps réel. Cet inventaire est basé sur le nombre de palette, l'exploitant a néanmoins indiqué être en capacité de modifier son inventaire pour pouvoir l'exprimer en tonnage, pour en faciliter l'interprétation par les services de secours. Cette évolution semblerait effectivement pertinente. Cet état des stocks est disponible sur site, depuis l'extérieur du site en cas de sinistre et également via un serveur distant, accessible par tout le personnel d'astreinte. Les FDS (fiches de données de sécurité) sont également disponibles via le SAP. Les matières dangereuses potentiellement présentes sur site sont intégrées dans l'état des stocks.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué relever de la rubrique 1510 en vertu du décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement).

Au titre de la rubrique 1510, l'arrêté ministériel du 11/04/2017 est applicable à tous les sites quel que soit le régime (autorisation, enregistrement, déclaration). Notamment, le point 1.4 concernant l'état de stocks, qui demande un classement par :

- quantité,
- par typologie de risques (combustibles, etc.),
- par famille de mention de dangers pour les matières dangereuses.

Actuellement, l'état des stocks de l'exploitant permet un classement par nombre de palettes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2020, articles 5.1.5.3 et 7.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescriptions contrôlées : <u>Article 5.1.5.3</u> : Les résidus éventuels récupérés par raclage du fond des containers sont collectés dans un récipient spécifique dédié à la famille de produits en cours de traitement. Ce récipient est placé dans une cabine équipée d'un détecteur de chaleur, de flamme et de fumée. Une détection entraîne la fermeture automatique de l'orifice de la cabine et une injection automatique de CO2. <u>Article 7.2.6</u> : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- un débit d'eau de 360 m3/h pendant 2 heures minimum. Ce volume est obtenu à partir d'appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) et d'une réserve d'eau d'incendie d'une capacité minimale utilisable de 360 m3. [...]- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.- de robinets d'incendie armé (RIA). Ils sont répartis dans le local abritant l'installation en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Les emplacements des bouches d'incendie, des RIA ou des extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes).
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie mentionnés dans l'arrêté préfectoral. Ces équipements sont opérationnels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2020, articles 7.2.6 et 7.5.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescriptions contrôlées : <u>Article 7.2.6</u> : Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. <u>Article 7.5.3.1</u> : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis les deux derniers contrôles de l'ensemble de ces différents équipements de lutte contre un incendie. Il a été constaté que ces contrôles respectent les échéances réglementaires. De plus, les anomalies constatées sur un contrôle, n'apparaissent plus l'année suivante, démontrant des actions de la part de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2020, articles 4.3.10 et 7.4.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescriptions contrôlées : <u>Article 4.3.10</u> : Les eaux pluviales de toiture et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voiries, les aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique. Elles rejoignent un réservoir tampon d'orage enterré (composé en deux cylindres de 89,6 m de long et 2,9 m de diamètre) implanté au nord du site d'une capacité de 1200 m ³ . Elles sont ensuite relevées à l'aide d'une pompe et transitent avant rejet par un dispositif de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. <u>Article 7.4.1.5</u> : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par deux citernes métalliques enterrées (89,6 m de long et 2,9 m de diamètre) implantées au nord du site représentant une capacité de 1200 m ³ (1221 m ³ en tenant compte du volume des collecteurs).
Constats : Le site est bien équipé de deux cylindres servant au confinement. Afin de vérifier l'étanchéité de ces réservoirs, l'exploitant procède à leur remplissage complet et vérifie la diminution éventuelle de hauteur d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet